

0414 Critique de l'article « [combattre la souffrance](#) » de Jean-François Copé

FC : On rejoue 1793.

JM : « On rejoue », L'expression, avec les morts d'aujourd'hui, est malheureuse....,

FC : Il faut trouver un bouc émissaire, sortir les piques et couper des têtes. Une fois les têtes tombées et la colère satisfaite, on oublie de s'interroger sur les causes du problème. C'est tout l'inverse qu'il faut faire, ne pas stigmatiser une personne mais proposer des solutions structurelles

JM : D'accord pour l'inverse, avec une nouvelle façon de couper les têtes des faiseurs de problèmes, qui serait l'interdiction possible d'une participation à « l'Economie » en tant qu'organisation du partage et à la « Politique » en tant qu'art de s'occuper de toute la population.

« Interdiction POSSIBLE » seulement car les députés semblent bien ignares en Economie, ne sachant pas pourquoi et comment nos assiettes fiscales/sociales sont obsolètes !

INCROYABLE mais pourtant vrai ! ...

Les députés qui en politique et en Economie ont le dernier mot s'ils le veulent, qui font la Loi finale s'ils le désirent au nom de l'installation de la démocratie du « jeu de Paumes », ces députés, « on » pourra les considérer complices du machiavélisme, seulement si, informés et/ou instruits de ce qu'il est facile de faire, comme indiqué sur ce site, ils sont trop bêtes ou trop malveillants (trop réseaux dirait Rachida) pour mettre en place la cohérence Economique expliquée et APPLICABLE aujourd'hui même...., même si je ne partage pas sa mise en application ex abrupto mais par étapes en 1 ou 2 ans pour vérifier les réactions citoyennes à l'installation du nouveau système. L'Inoppression Active que j'ai inventée est à mon sens la meilleure réponse, sauf à me démontrer le contraire ce qui serait pour le vieillard que je suis un enrichissement indubitable.

FC : Le mode de management de beaucoup de nos entreprises doit évoluer de fond en comble.

JM :

1/ Cela me choque qu'un Politicien dise aux entreprises comment gérer leur entreprise. L'Etat n'a pas à se mêler du management des entreprises. Le faire c'est entrer dans un collectivisme déguisé puisque c'est l'Etat qui « dit ».

2/ Le seul devoir de l'Etat, c'est de mettre ses citoyens en état de Liberté et de Dignité indépendamment du travail qu'on s'acharne à vouloir obligatoire et à promouvoir à l'heure des robots et des ordinateurs intelligents. La SEULE bonne solution est le revenu d'existence FACILE à ETABLIR. La présentation du « comment » CONCRET est bien vérifiable sur ce site.

A partir du moment où personne ne sera plus contraint de travailler à un prix dérisoire pour vivre et même survivre, 99% des problèmes et malheurs disparaissent ou disparaîtront..., le temps d'une génération car, soyons réalistes, l'actuelle jeunesse est trop instruite et formée à et dans la violence. En attendant, avec l'Inoppression Active, l'Etat aura au moins les moyens de juguler la violence.

FC : Certaines pratiques posent question: par exemple, la mobilité obligatoire au bout de trois ans, chez France Télécom. Lorsque j'ai découvert cette obligation pour les cadres, j'ai été sidéré!

JM : Ce problème disparaît avec la mise en place de la cohérence Economique ici présentée.

FC : mais il n'est pas juste d'obliger un salarié à changer de cadre de vie tous les trois ans, sans lui demander son avis. Quid de son équilibre de vie? Quid du conjoint qui a un travail par ailleurs, des enfants qui doivent changer d'école et quitter leurs amis?

JM : L'Etat n'a pas à stigmatiser l'entreprise quand lui ne fait rien de « dotant » pour le citoyen. Il n'est que radotant des inepties Economiques. Si l'Etat pratiquait l'Inoppression Active, le salarié pourrait facilement refuser le déplacement, non pas en se suicidant mais en restant chez lui ou près de chez lui avec de REELS moyens pour survivre qu'est le revenu d'existence, en attendant, pourquoi pas, de monter sa propre entreprise qui, contrairement à la situation « sans suffisamment d'argent circulant d'aujourd'hui », aurait ENFIN toutes chances de prospérer.

FC : Les entreprises doivent réapprendre à motiver leurs salariés, autrement que par le stress.

JM : Pour que les entreprises motivent leurs salariés, rien n'est mieux que la carotte et le bâton. Si les entreprises utilisent la culture du stress, au demeurant parfaitement inhumaine, c'est pour être plus performantes. Pour le salarié, la fiscalité obsolète ne permettant pas de doter les citoyens, être sans travail signifie sans argent. La meilleure solution pour les salariés « à bout » est bien actuellement le suicide !

Ne pas organiser une cohérence fiscale/sociale garantissant un revenu d'existence quand on participe à la fabrication des règles de vie que sont les Lois, c'est participer au nouveau génocide !

FC : Celui qui, à force de se pencher sur des tableaux de chiffres, oublie que l'entreprise est d'abord une communauté d'hommes et de femmes qui partagent des objectifs communs, fait fausse route. La crise financière l'a montrée

JM : la crise financière est bien due à une mauvaise lecture des tableaux et chiffres qui ne prennent pas en compte « tout » le personnel. Là où le bas blesse, c'est que le personnel de l'entreprise marchande qui produit des biens et services est là pour servir l'entreprise et non pas le contraire. - Le contraire, qui est de considérer que l'entreprise a comme objectif d'exister d'abord pour ses salariés est un barbarisme.

S'il existe bien une entreprise qui a pour vocation de servir son personnel c'est l'entreprise « France » dont c'est LA SEULE VOCATION..., car son rôle n'est pas d'être marchande mais d'organiser le partage. Cela s'appelle l'Economie..., dont c'est le sens étymologique.

Ca peut « mécaniquement » c'est à dire FACILEMENT se faire, en progressant :

- du recyclage fiscal/social obsolète –
- vers la cohérence Economique explicitée sur ce site

FC : la responsabilité sociale, qui est un des trois piliers du développement durable: progrès économique, progrès social, respect de l'environnement. Je voudrais que les responsables politiques soient vigilants pour que cette responsabilité soit réellement assumée. Pas en se substituant aux dirigeants d'entreprise, mais en soutenant ceux qui s'engagent sur cette voie d'avenir, en valorisant les bonnes pratiques et en sanctionnant les abus.

JM : Vous qui êtes un homme politique que penseriez-vous, au delà des conseils, et pour montrer concrètement l'exemple, d'œuvrer en ce sens pour l'entreprise "France" ?

FC : Le sens de notre mission, c'est le service de l'homme; c'est l'attention au respect de la dignité de chacun.

JM : Vous faites Exactement le contraire ! Pourquoi ? Ne savez-vous ni lire ni écrire ?

FC : Certains diront: «est-ce bien aux hommes et aux femmes politiques de donner des leçons de management au monde de l'entreprise alors qu'ils n'y connaissent rien?». Il ne s'agit pas de donner des leçons mais de réaffirmer la responsabilité du politique dans l'économie.

JM : Les « certains » ont raison quand ils disent que ce n'est pas aux femmes et aux hommes politiques de donner des leçons de management. En effet, la vocation du Politique est précisément de ne pas donner des leçons mais d'entendre les souffrances et de réagir pour la mise en place CONCRETE des moyens de Liberté et de Dignité, FACILES à mettre en place ! Occupez-vous des citoyens pour qu'ils puissent discuter LIBREMENT avec les entreprises qui ont besoin d'eux. C'EST TOUT !

FC : 35 heures ont contribué à une perte de la convivialité dans l'entreprise en assimilant le travail à une aliénation, seule la vie privée offrant un espace d'épanouissement.

JM : Mauvaise analyse, C'était seulement un mauvais raisonnement sociologique des socialistes. Ils ont raisonné mathématiquement, en termes de répartitions d'heures de travail selon le principe : Au lieu de 10 individus qui travaillent 10 heures chacun, il faut qu'il y en ai 20 qui ne travailleront donc plus que 5 heures. Hélas le comportement humain ne peut pas être fondé sur un raisonnement mathématique par nature simpliste et anhumanisant. Raisonnons donc un peu : Les intérêts des employeurs et des employés sont actuellement contraires : les employeurs veulent du rendement à bas prix pour ne pas disparaître car leurs clients sont de moins en moins riches et les employés en ont marre d'être obligés de travailler pour SEULEMENT survivre. En diminuant autoritairement le nombre d'heures de travail,

les employeurs financièrement « ric-rac » n'ayant pas d'argent pour embaucher, n'ont pas pu faire autrement que de pressuriser les employés présents en leur faisant accomplir un même travail dans un temps plus court. L'Etat a ainsi élargi le fossé des intérêts contraires. Le Patron veut que son salarié accomplisse toute sa tâche en 35 heures ; le salarié sait qu'humainement il ne peut pas accomplir BIEN sa tâche en 35 heures ! Si le salarié était un prestataire de services il ferait payer son service plus cher que le salaire légal imposé. Si actuellement le salarié mécontent s'installe en prestataire pour ce même service mais à un prix décent, il n'aura pas comme client son ancienne entreprise, car elle n'a pas intérêt à prendre un indépendant quand elle peut avoir des esclaves à bas prix. C'est le serpent qui se mord la queue

La SEULE voie HUMAINE est de passer des intérêts contraires entre patrons et salariés, à des intérêts convergents.

Pour qu'il y ait intérêts convergents, il ne peut pas y avoir de contrainte originelle ni de conditions de sorties de contraintes dommageables, ni pour les patrons, ni pour les employés. Si le salarié potentiel a une richesse suffisante pour pouvoir survivre en refusant l'aumône que lui ferait un patron, il va chercher un autre patron. Si le salarié a mensuellement un revenu de survie décent INDEPENDANT DU TRAVAIL, il pourra non seulement consommer, ce qui permettra aux entreprises d'écouler leur production, mais pour ce qui est du « travail » envisagé, il pourra enfin discuter avec un esprit « d'activité »..., de prestataire de services, intéressé à accomplir un travail pour satisfaire, au delà de ses besoins primordiaux, ses envies.

En respectant le sens étymologique du mot travail, « On » est obligé d'admettre que le travail, quand il procure seulement de quoi survivre, est bien une aliénation.

Je ne vous vois pas, Jean-François Copé, accepter des contraintes métro boulot dodo à 2.000 €uros par mois, encore moins à 1.500, encore moins à 1.000, encore moins à 7 ou 800 €uros. Etre obligé de travailler à 1200 €uros pour survivre, sinon c'est la rue, l'exclusion, le froid puis la faim et la fin, ça, c'est le nouvel esclavage qu'il est ECORE UNE FOIS facile pour les députés de ne plus imposer aux citoyens.

« On » est obligé d'admettre que pour que le travail soit un épanouissement, tant pour le patron que pour le salarié, il est nécessaire que ni l'un ni l'autre ne soit stressé..., car les patrons stressés, ça existe proportionnellement tout autant. Il n'est qu'à COMPTER le nombre croissant d'agriculteurs qui se suicident actuellement. C'est vous, parce que vous ne mettez pas en place la cohérence Economique d'Inoppression Active qui est aujourd'hui la seule cohérence Economique adaptée au progrès..., c'est vous qui désespérez ces citoyens qui se suicident. Cela veut dire que CONCRETEMENT, par ignorance ou choix fiscal/social financier au lieu d'Economique, vous organisez leurs morts.

Le travail devenant activité peut donc bien être source d'épanouissement si l'Etat organise BIEN les assiettes fiscales/sociales. C'est votre mission, Jean-François Copé !

En ce qui concerne l'épanouissement dans la vie privée il y a là beaucoup à de choses sur lesquelles chacun pourrait réfléchir et reconsidérer dirait Zoé. Je ne doute pas qu'elle saisira la balle au bond car elle n'aime pas bien, me semble-t-il, l'esprit consommateur des objétisants, et la vie privée comme publique peut-être objétisante en créant ainsi les malheurs familiaux..., des attitudes d'adultes (de adulterium, de ad, à, et ulter pour alter, autre d'après Littré) qui vont chercher à consommer en allant ailleurs pratiquer l'adultère qui est la rupture de la fusion essentielle qui donne son sens à la vie..., malheurs familiaux qui sont la conséquence de la mise au pinacle la culbute objétisante et de la possession, et non pas celle de la complicité fidèlement constructive ; mais je laisse tout ça à Zoé.

FC : Si nous arrivons transformer le rapport des Français au travail, nous gagnerons sur toute la ligne. Pour les salariés, en bien-être et en pouvoir d'achat. Pour la société toute entière, cela permettra notamment d'assurer la survie de notre protection sociale et notre prospérité. C'est dans cet esprit déterminé et positif que la majorité parlementaire s'engage sur ce chantier difficile. Voilà pour le Parlement une façon d'utiliser à bon escient le pouvoir d'initiative renforcé dont nous disposons grâce à la réforme constitutionnelle de 2008!

JM : Une volonté farouche d'avancer sans voir clair est la pire des choses. C'est naviguer à vue, sans radar par temps de brouillard. Ce site est fait pour y voir clair..., en toute objectivité.